

d'affaires canadiens dans la plupart des pays de la région, surtout en Afrique du Nord, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. L'Algérie est notamment devenue notre principal partenaire commercial en Afrique. Un certain nombre de délégations commerciales de l'Afrique francophone ont également visité le Canada.

Malgré un certain ralentissement de l'expansion de notre programme d'aide, l'Afrique francophone a continué de recevoir une importante part de nos crédits (23 pour cent des décaissements du programme bilatéral de l'ACDI). Afin de mieux coordonner nos efforts à cet égard, nous nous sommes joints à la France, à la République fédérale d'Allemagne, aux États-Unis, au Royaume-Uni et à la Belgique pour former, en décembre, une organisation consultative appelée Action concertée pour le développe-

ment en Afrique (ACDA).

Une entente sur l'établissement de commissions bilatérales avec le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et l'Algérie a fourni un cadre utile pour l'intensification de nos relations avec ces pays.

La situation des droits de l'homme s'est nettement améliorée avec la chute du président Macias Nguema (Afrique équatoriale) et de l'empereur Bokassa I^{er} (Empire centrafricain), dont le pays est redevenu une république.

La paix et la sécurité sont restées fragiles au Tchad malgré la création d'un gouvernement d'unité nationale. Au Sahara occidental, les affrontements entre les forces marocaines et le Front Polisario sont devenus plus fréquents. Sur ce différend, le Canada garde une position de neutralité.